



Règlement du site de Saillon

A Généralités

Art.1

Les indications ci-dessous se basent sur l'étude « Bourg et Château de Saillon, un ensemble témoin d'histoire et centre vivant d'une commune valaisanne » élaboré par le Service des monuments historiques en 1974 ; ainsi que le plan du village établi dans le cadre de la révision du plan d'affectation des zones et du RCC de juin et novembre 1992.

Ces études servent de référence, notamment en ce qui concerne le périmètre d'intervention, l'analyse des bâtiments et le type d'intervention proposée.

Art.2

Le présent règlement a pour but de préserver le caractère architectural et esthétique du bourg historique de Saillon et favoriser le maintien d'activités commerciales, artisanales et culturelles.

Il complète les prescriptions du règlement communal des constructions.

Art.3

En cas de demande d'autorisation de bâtir, de rénovation, transformation, pour un bâtiment situé à l'intérieur du rempart ou à sa proximité (*soit dans la zone du village bourg, d'intérêt général, de protection du bourg ainsi qu'agricole protégée du coteau*), la commune est invitée à traiter le dossier en accord avec le Service des bâtiments, monuments et archéologie (SBMA). A cet effet, elle transmettra pour préavis, un dossier complet au dit Service qui le traitera dans les plus brefs délais.

B Démarche

Art.4

Chaque transformation avec ou sans changement d'affectation suppose le maintien des structures originales du bâtiment. Le programme d'affectation doit s'adapter au bâtiment et non le contraire.

Pour toute construction, transformation, rénovation, restauration, changement d'affectation, un dossier (*selon RCC art.10*) doit être déposé au greffe communal pour mise à l'enquête et autorisation de construire.

Ce règlement s'applique également pour les murs de vignes, murs de soutènement des routes et places situés dans le périmètre de la zone de protection.

Référence au plan du village établi par le SBMA en accord avec la commune de Saillon.

Art.5

Une demande préalable peut être déposée à la commune pour préavis avant l'établissement du projet définitif.

Art.6

Dès réception du dossier, l'administration communale accuse réception de la demande et,

- établit une fiche technique par le responsable communal
- traite en parallèle une éventuelle demande de subventionnement
- mandate la commission de construction et sites pour une séance de coordination avec le requérant afin de définir les principes généraux : ce qu'il peut ou ne peut pas faire ; ainsi que la démarche administrative.
- met le dossier à l'enquête publique dans le bulletin officiel.
- transmet le dossier complet avec le ou les formulaires et leurs annexes au SBMA pour être traité et suivi.

Art. 7

Des séances de coordination pourront être organisées en cours de chantier pour tous les cas particuliers ;

ex: choix des teintes, raccordements, détail de finition.

Art.8

Des photos peuvent être exigées, si nécessaire, en complément des plans.

Art.9

Le SBMA se réserve le droit de pouvoir mandater, à ses frais, un bureau spécialisé pour des études, analyses et relevés archéologiques ou picturaux sur tous les bâtiments.

Art.10

Les travaux peuvent être organisés par étapes ou en continu, mais ils doivent être terminés au plus tard dans les trois ans.

Art.11

Un permis d'habiter sera délivré par l'administration communale à la fin des travaux, après contrôle de ceux-ci.

C Protection des monuments culturels

(selon plan annexé)

Art.12

Monuments historiques classés :

Les bâtiments désignés sous rubrique « monuments historiques classés », sont des monuments culturels au sens de l'art. 23 de la LcAT. Comme témoins représentatifs de notre patrimoine bâti, ils demandent par leur valeur architecturale, artistique, historique ou scientifique, des mesures de protection appropriées en vue de la conservation de leur substance ancienne (intérieure et extérieure), de la sauvegarde de leur authenticité et de la connaissance de leur histoire.

Tout projet de modification, extérieure et intérieure d'un monument classé ou de ses environs, y compris les travaux d'entretien essentiels pour la valeur et l'aspect du bâtiment, doit faire l'objet d'un préavis de la part du SBMA, par l'office des monuments historiques.

Art.13

Monuments historiques dignes de protection :

Les bâtiments désignés en rouge dans l'inventaire sont des monuments dignes de protection. Tout projet affectant ces bâtiments désignés sous cette rubrique ou affectant leur environnement immédiat (demande d'autorisation de construire, de transformer, restaurer, rénover...) doit être soumis pour préavis au SBMA, par l'office des monuments historiques.

Art.14

Monuments à conserver en fonction de leur importance pour le site :

Les bâtiments désignés en jaune dans l'inventaire sont des monuments à conserver dans leur identité. Leur intérêt tient principalement à leur valeur de situation dans le contexte bâti. Les demandes d'autorisation de construire sont à soumettre pour préavis au SBMA, par la sous-commission cantonale des sites.

D Entretien

Art.15

Les propriétaires sont tenus d'entretenir leur propriété, de maintenir les constructions et leurs abords, dans un état convenable notamment :

- d'entretenir les façades, toitures, clôtures et les abords des bâtiments, cours, jardins, passages, etc.
- de démolir ou restaurer les constructions en mauvais état et qui nuisent à l'esthétique de la localité ou du site.
- en cas d'entretien insuffisant, le Conseil municipal prend les mesures nécessaires, aux frais des propriétaires négligents, après sommation, par lettre recommandée ou avis au Bulletin Officiel.

Art.16

Aménagements extérieurs :

Les constructions et leurs abords doivent présenter des formes, des couleurs et des aménagements qui s'harmonisent aux constructions environnantes et au caractère du site.

Art. 17

Murs de vignes :

En cas de reconstruction, consolidation etc. les murs de vignes et soutènement seront construits à l'identique soit la face visible en pierres sèches.

E Façades

Art.18

Isolation périphérique :

Sur les façades principales le long des rues, l'isolation périphérique est interdite. Les faces en arrière-cours ainsi que les parties en surélévation (sur toitures) peuvent faire l'objet d'autorisation, mais de cas en cas sur détermination du SBMA.

Art.19

Surélévation :

La surélévation d'un bâtiment est en principe interdite. Les cas particuliers devront être justifiés notamment sur la base de vues générales du site (photos montages ou images informatiques).

Art.20

Chaque modification du gabarit extérieur doit tenir compte de la hauteur prescrite dans le plan des hauteurs, de l'aspect extérieur, de la forme et orientation des toits et des avant-toits des bâtiments existants, de la mise en valeur de leurs caractéristiques architecturales et ornementales.

Art.21

Enduit et peinture :

Les façades seront recouvertes de crépi. Les pierres naturelles ou autres revêtements artificiels sortant du crépi des façades ainsi que des murs en moellons non crépis, ne sont pas admis.

La pierre apparente n'est autorisée que pour les remparts et murs de vignes.

De manière générale, les façades sont à traiter avec des enduits et mortiers à base de chaux et des peintures minérales laissant respirer les maçonneries.

Art.22

Couleurs des façades :

Sur chaque façade des sondages et analyses seront exécutés avant tous travaux afin de rechercher les couleurs et décors originaux. Dans la mesure du possible l'original sera conservé et restauré.

Une reconstitution d'un ancien décor ne peut être exécutée que sur la base d'un document ou de photos d'archives.

Si rien n'a été découvert, les façades seront traitées dans leur plus simple expression.

Dans les cas où un nouveau décor serait projeté, celui-ci sera exécuté de manière contemporaine, chaîne d'angle droite ; encadrements de fenêtres et portes simplifiés.

Le choix des couleurs de façades, fenêtres et volets, décors etc. est à faire d'un commun accord entre le propriétaire, la commune et le SBMA lors d'une séance de coordination.

Les études de coloration établies par l'autorité compétente servent de base pour toutes rénovations et restaurations de façades.

Art.23

Modification des ouvertures :

Ces interventions sont à traiter de cas en cas, sur la base des éléments décrits dans l'étude de 1974 en accord avec le SBMA.

Art.24

Fenêtres et volets:

Les fenêtres seront exécutées en bois, double vitrages, avec croisillons extérieurs, le tout à peindre.

Les volets seront également en bois, à panneau sur la moitié inférieure et avec des persiennes sur la moitié supérieure.

Art. 25

Grilles en fer forgé :

Les nouvelles grilles en fer forgé seront exécutées avec des barreaux droits fixés verticalement dans l'embrasure des fenêtres.

F Toitures

Art. 26

Définition d'un comble habitable :

Les combles constituent le niveau situé dans le volume d'une toiture en pente.

Sont utilisables pour l'habitat, les surfaces dans la pente du toit dont la hauteur minimale dans la partie la plus basse (sous le plafond ou sous chevrons) est de 120cm et plus.

Les combles habitables feront partie de l'appartement aménagé dans le dernier étage comme annexes et non indépendants.

Art. 27

Charpente :

Les détails constructifs concernant la charpente, l'isolation thermique et les ferblanteries sont à régler avec le SBMA.

Les éléments de toiture, pannes, chevrons, lambrissage en bon état sont à conserver. Les éléments défectueux sont à remplacer dans leur dimension et leurs détails. Les nouvelles charpentes devront éviter des pannes et chevrons de hautes sections. Statiquement, le renforcement peut se faire en augmentant le nombre de chevrons.

Les bois de charpente seront sciés mais non rabotés et les chevrons coupés perpendiculairement.

Les avant-toits sont à maintenir dans leurs dimensions existantes. On veillera à maintenir leur finesse même avec la ventilation de la couverture, par une mise en œuvre adaptée, selon laquelle, chaque couche recouvre la précédente avec un léger débordement. Le long des virevents, les chevrons seront en retrait d'au moins 15 cm.

Art.28

Isolation :

L'isolation en toiture se fera entre ou sous chevrons, mais en aucune façon au-dessus.

Art.29

Couverture ferblanterie:

La couverture en ardoise est obligatoire, dans le périmètre défini par l'art. 100 tableau - remarque (annexe n°2) du règlement communal des constructions.

Les ferblanteries seront en cuivre. Les chéneaux seront posés avec des fonds droits.

Les arrêts de neige seront constitués de crochets en métal ou de poutres en mélèze.

Art.30

Ouvertures en toiture :

Les ouvertures en baignoire sont interdites.

Afin de permettre une utilisation des combles sans détériorer l'esthétique, la ligne directrice suivante sera appliquée :

Les fenêtres en pentes sont admises pour autant que :

- la somme de leurs surfaces soit inférieure à 5% de la surface du pan considéré

- la somme de leurs surfaces soit inférieure à 10% de la surface de plancher de la pièce considérée
- la surface de chaque ouverture soit inférieure à 0.8 m²
- la distance entre les ouvertures soit plus grande que 1 m

De manière générale, on préférera les petits formats de forme rectangulaire max. 78/98 cm, le grand côté dans le sens de la pente et si possible sur le pan le moins visible.

Hors les murs et sur les pans, sans impact sur le site, pourront être autorisées des ouvertures de 114 /118 cm au maximum.

G Superstructures

Art. 31

Les ventilations et autres superstructures hors gabarits, ne doivent pas dépasser le 1/20 de la surface du toit.

Lucarnes :

Les lucarnes peuvent être autorisées pour autant qu'elles ne dépassent pas 120 cm de largeur et que la distance entre elles, soit plus grande que 200cm. Elles seront adaptées à l'architecture du bâtiment d'une part et au caractère du quartier d'autre part. Les toits des lucarnes seront recouverts avec le même matériau que la toiture, en veillant au détail constructif (finesse) des virevents et larmiers.

Art. 32

Cheminées hors toits :

Les capes de cheminées seront exécutées avec quatre jambettes minimum et une dalle en pierre comme couverture. Seules les capes aspiromatic et girouette en cuivre, sont autorisées. Les capes ballon en inox sont interdites.

Art. 33

Antennes, paraboles :

Le bourg de Saillon a été classé d'intérêt national par la protection du paysage, des monuments et des sites historiques. Les antennes, paraboles et panneaux solaires sont interdits.

Art.34

Enseignes :

Toutes les affiches de publicité sur le domaine privé (ex. enseignes commerciales ou autres) doivent satisfaire aux règles de l'esthétique. Elles sont soumises à une demande au Conseil municipal. La publicité ne peut se faire que sur l'immeuble affecté au commerce et une seule enseigne est admise par entrée. Toute modification d'enseigne est soumise aux mêmes règles qu'une publicité nouvelle.

H Classement, subventionnement

Art. 35

Dans la zone de protection du bourg, les travaux de restauration peuvent être subventionnés à condition qu'ils soient exécutés conformément aux directives du présent article et en accord avec le SBMA.

Les formulaires de demande de classement et de subventionnement au titre de protection des sites seront joints au dossier complet avec la signature du ou des propriétaires et transmis par la commune au SBMA.

La liaison entre la commune et l'Etat du Valais ainsi que les représentants de la sous-commission des sites sera assurée par un collaborateur, représentant du SBMA.

Le montant de la subvention sera versé selon les disponibilités budgétaires à la fin des travaux et sur présentation des factures originales acquittées, accompagnées du détail des métrés.

En aucun cas les travaux ne peuvent commencer avant que les décisions de subventionnement aient été prises par le Conseil d'Etat et l'Office de la Culture de la Confédération.

I Zone archéologique

Art. 36

Le secteur archéologique indiqué sur le plan de zone comprend les portions de territoire où peuvent se trouver des vestiges historiques.

Toutes constructions, démolitions ou toutes excavations : tranchées, défoncement, renouvellement du vignoble etc. envisagés dans ce secteur doivent être annoncés dans les plus brefs délais au Service archéologique de l'Etat du Valais.

Des sondages voire des fouilles (si ces derniers s'avèrent positifs) doivent être exécutés avant tout travail de terrassement. Selon l'article 724 du CCS, le propriétaire est tenu d'y permettre ces recherches sans prétendre des dédommagements et ceci pour une durée de six mois au maximum. Les travaux ne seront autorisés que sur la base d'un rapport d'analyse du sous-sol du Département compétent.

J Dispositions finales

Art. 37

Les dispositions du règlement communal des constructions demeurent réservées.

Art. 38

Le Conseil Communal est chargé de l'application du présent règlement. Pour tout cas non prévu par le règlement, la décision relève de la compétence du Conseil Communal.

Art. 39

Le règlement entre en vigueur dès son homologation par le Conseil d'Etat.

COMMUNE DE SAILLON

Le Président:

Le Secrétaire:

Adopté par le Conseil Commune le 8 octobre 2002

Adopté par l'Assemblée primaire le 29 novembre 2002

Homologué par le Conseil d'Etat le 4 juin 2003.